



**Arrêté n°2024-1312/SG/SCOPP/BCPE**

portant autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, du projet d'entretien de canaux de pêche aux bichiques à l'embouchure de la rivière du Mât par l'APPE-RDM sur les communes de Saint-André et de Bras-Panon

**LE PRÉFET DE LA RÉGION RÉUNION**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles, L.181-1 à L.181-31, L.211-1, L.214-1 à L.214-10, R.181-1 à R.181-56 et R.214-1 à R.214-5 ;

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion – M. FILIPPINI (Jérôme) ;

**VU** le décret du 22 août 2023 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de La Réunion, sous-préfet de Saint-Denis – M. LENOBLE (Laurent) ;

**VU** l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°615/IM du 1<sup>er</sup> juillet 1955 modifié fixant la limite de salure des eaux dans l'embouchure des rivières, ravines, canaux et étangs de La Réunion, modifié par l'arrêté n°2021-2616 du 17 décembre 2021 et par l'arrêté n°2022-1722 du 19 août 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2021-2687/SG/SCOPP du 30 décembre 2021 réglementant la pêche des bichiques dans les eaux marines et fluviales de La Réunion ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2024-164/SG/SCOPP/BCPE du 23 janvier 2024 portant autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-1 du Code de l'environnement, du projet d'entretien de canaux de pêche aux bichiques à l'embouchure de la rivière du Mât par la FPTBRM sur les communes de Saint-André et de Bras-Panon ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°893 du 29 mai 2024 portant délégation de signature pour l'activité générale et l'ordonnancement des dépenses et recettes à M.Laurent LENOBLE, secrétaire général de la préfecture de La Réunion, et à ses collaborateurs ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

**VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE Est) approuvé le 21 novembre 2013 ;

**VU** la demande présentée par l'Association Pêche et Protection de l'Embouchure de la Rivière du Mât (APPE-RDM), sise 920, chemin des Limites, RDM les Bas, 97 440 Saint André, représentée par son président, Monsieur Joseph DAMOUR, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour l'entretien de canaux de pêche aux bichiques à l'embouchure de la rivière du Mât, sur les communes de Saint-André et de Bras-Panon ;

**VU** l'accusé de réception du dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 18 octobre 2022, enregistré sous le n°2022-66;

**VU** l'ensemble des pièces du dossier de la demande précitée ;

**VU** l'avis tacite de la commission locale de l'eau du SAGE Est, demandé le 21 octobre 2022 ;

**VU** les demandes de compléments faites à l'APPE-RDM en vue de la régularisation du dossier en dates du 6 janvier 2023, 4 juillet 2023, puis du 29 août 2023 ;

**VU** les compléments reçus en date du 22 juin 2023, 2 août 2023 et 23 février 2024 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2024-460/SG/SCOPP/BCPE du 19 mars 2024, prescrivant la consultation du public par voie électronique ;

**VU** la consultation du public par voie électronique qui s'est déroulée du 6 avril au 5 mai 2024 inclus;

**VU** le rapport et les conclusions du service de police des eaux en date du 24 mai 2024 ;

**VU** l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté demandé le 18 juin 2024 et reçu le 25 juin 2024 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'encadrer la pratique de la pêche traditionnelle aux bichiques dans la rivière du Mât, en accord avec la réglementation spécifique établie par l'arrêté du 30 décembre 2021 précité ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1. Bénéficiaire de l'autorisation**

L'Association Pêche et Protection de l'Embouchure de la Rivière du Mât (APPE-RDM), sise 920, chemin des Limites, RDM les Bas, 97 440 Saint André, représentée par son président, Monsieur Joseph DAMOUR, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 2 du présent arrêté, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté ;

L'APPE-RDM et ses membres adhérents sont ci-après dénommés « le bénéficiaire ».

La liste des pêcheurs adhérents est précisée en annexe 5 du présent arrêté.

#### **Article 2. Objet de l'autorisation**

La présente autorisation environnementale pour l'entretien de canaux de pêche aux bichiques à l'embouchure de la rivière du Mât sur les communes de Saint-André et de Bras-Panon tient lieu, au titre de l'article L.181-2 du code de l'environnement :

- d'autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

## Article 3. Caractéristiques et localisation

### 3.1. Nomenclature

Les « activités, installations, ouvrages, travaux » concernés par la présente autorisation environnementale relèvent des rubriques suivantes, telles que définies au tableau mentionné à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Nature de l'installation concernée (A/D)
3.1.1.0	<p>Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :</p> <p>1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ;</p> <p>2° Un obstacle à la continuité écologique :</p> <p>a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ;</p> <p><b>b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).</b></p> <p>Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.</p>	<p>Installation ponctuelle d'estacades mobiles lors des sessions de pêche.</p> <p>Ces aménagements étant démontés en fin de session de pêche, conformément à la réglementation.</p> <p>(D)</p>
3.1.2.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :</p> <p><b>1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;</b></p> <p>2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).</p> <p>Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.</p>	<p>canaux de pêche et leurs biefs d'alimentation sur une longueur cumulée de 150 m</p> <p>(A)</p>

### 3.2. Localisation

Les « installations, ouvrages, travaux et activités » concernés par la présente autorisation environnementale sont situés dans le domaine public fluvial de la rivière du Mât, sur les communes de Saint-André et de Bras-Panon. L'emplacement des aménagements est figuré en annexe 1 du présent arrêté.

Les activités de pêche sont situées exclusivement à l'aval de la limite de salure des eaux. Les pêcheurs bénéficiaires ont un statut de pêcheur à pied.

### 3.3. Description des activités, aménagements et travaux

Le bénéficiaire est autorisé à pratiquer la pêche des bichiques dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les conditions définies au présent arrêté. Les travaux et aménagements autorisés, sous les conditions définies ci-après, sont les suivants :

- Entretien de quatre groupes de canaux (dénommés « pêcheries ») à l'embouchure de la Rivière du Mât, chaque pêcherie comprenant au minimum un canal libre conforme à la réglementation. Les 4 pêcheries sont intitulées comme suit dans le sens Nord-Sud :
  - C01 : Canal pêche 1 ;
  - C02 : Canal pêche 2 ;
  - C03 : Canal pêche 3 ;
  - C04 : Canal libre.

- Répartition du débit en amont au niveau de quatre canaux. La répartition des débits s'y fait conformément à l'annexe 2 du présent arrêté ;
- Entretien courant manuel des aménagements autorisés (ensemble des canaux des pêcheries et de leurs biefs d'alimentation, y compris ouverture du cordon littoral).

## **TITRE II : PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **Article 4. Prescriptions générales**

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions générales définies dans :

- l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2015 susvisé ;
- l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2007 susvisé.

Ce dernier arrêté s'applique aux IOTA relevant du régime de la déclaration, mais il constitue une base minimale de prescriptions pour les arrêtés d'autorisation.

### **Article 5. Réglementation spécifique à la pêche des bichiques**

Le bénéficiaire est tenu de connaître et de respecter l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2021 susvisé, ainsi que ses éventuels arrêtés modificatifs.

Ces dispositions portent notamment sur :

- les catégories de pêcheurs,
- les périodes d'ouverture et fermeture de la pêche,
- les zones de pêche autorisées,
- les procédures d'obtention des autorisations de pêche,
- les types d'engins et dispositifs d'accompagnement autorisés,
- la limitation des captures.

Le bénéficiaire se tient informé et respecte les évolutions de cette réglementation.

### **Article 6. Engagements du bénéficiaire**

Le bénéficiaire est tenu de respecter les dispositions et engagements annoncés dans son dossier, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La charte des bonnes pratiques signée par le Président de l'association est rappelée en annexe 3 du présent arrêté.

### **Article 7. Travaux et activités autorisées et prescriptions particulières**

#### **7.1. Pêche des bichiques**

Le bénéficiaire est autorisé à pratiquer la pêche des bichiques dans le cadre prévu par la réglementation spécifique rappelée à l'article 5 du présent arrêté.

#### **Pêche à la montée**

Durant cette phase, les bichiques sont capturées au niveau des vouves positionnées de part et d'autre du ponceau. Au maximum, 3/4 du débit amont est dirigé dans le canal de pêche et 1/4 est laissé dans le canal de reproduction en dérivation.

La pêche dite à la descente est interdite.

#### **7.2. Entretien régulier manuel des aménagements**

Le bénéficiaire est autorisé, sur l'emprise de l'autorisation d'occupation temporaire (AOT) telle que définie à l'article 8 du présent arrêté à réaliser un entretien léger des aménagements, y compris en période de fermeture de la pêche. Cet entretien consiste à maintenir le gabarit et à limiter

l'envahissement des canaux par la végétation. Cet entretien régulier est autorisé dans la mesure où il permet :

- d'assurer une présence dissuasive dans les canaux contre le braconnage ;
- de maintenir une légère alimentation en eau dans les canaux pour y soutenir la vie aquatique présente.

Cet entretien régulier est effectué à la main ou à l'aide d'outils manuels uniquement. Il respecte les points suivants :

- l'utilisation de matériel portatif à moteur est interdite (débroussailleuse, tronçonneuse...)
- l'utilisation de tout produit phytosanitaire est interdite ;
- avant toute opération de débroussaillage, vérification préalable de la présence de poules d'eau et hérons striés. Si présence constatée sur la zone :
  - débroussaillage interdit pendant la période de reproduction (septembre à mars inclus) ;
  - hors période de reproduction de ces espèces (avril à août inclus) : vérification visuelle préalable d'absence de nid actif avant intervention. Si présence de nid constatée, mise en place d'une zone de sécurité d'un rayon de 50 m autour du nid dans laquelle le débroussaillage est interdit ;
- le brûlage des déchets végétaux sur le site est interdit ;
- les déchets verts issus de ces opérations sont stockés sur place durant 5 jours afin de laisser le temps à la faune de s'échapper (caméléons, geckos...), puis sont ensuite évacués en déchetterie. Ils ne sont en aucun cas abandonnés sur place afin d'éviter la formation d'embâcles, de préserver le libre écoulement des eaux, de limiter le risque pour la navigation en mer en cas d'emportement et de ne pas générer de dérangement pour les autres usagers du domaine public.

L'embouchure est régulièrement entretenue par les pêcheurs à la main, permettant de conserver un tirant d'eau de 15 à 30 cm minimum.

Les matériaux qui sont retirés de l'ouverture sont déposés de chaque côté, sur le cordon de galet, sans toutefois créer de surélévation de plus d'1m (étalement sur plusieurs mètres et en arrière du cordon).

### **7.3. Travaux sur les bras d'alimentation des canaux de pêche**

#### **Répartition des débits**

Le bénéficiaire est autorisé à réaliser des travaux de répartition des débits entre les différents canaux de l'embouchure de la Rivière du Mât. Ces travaux sont réalisés au niveau des différents listés à l'article 3.3 du présent arrêté, schématisés à l'annexe 2 et cartographiés à l'annexe 1 du présent arrêté.

Les débits sont répartis de telle façon que le débit transitant au niveau de chacune des 4 pêcheries (C01, C02, C03 et C04) corresponde au 1/4<sup>e</sup> du débit amont : l'annexe 2 du présent arrêté précise la répartition des débits attendue au niveau de chaque canal.

La dérivation du débit, si nécessaire, est réalisée à l'aide de blocs et galets ainsi que de paillages d'herbes pris sur site.

#### **Séparation des canaux dans un lit vif unique**

Dans une configuration naturelle d'un chenal en eau unique illustrée en annexe, celui-ci est séparé en quatre parties égales à l'aide d'andains en blocs et galets. Le canal de reproduction couvre alors 1/4 de la largeur mouillée et est alimenté par au moins 1/4 du débit au droit des canaux. Il est identifié avec des marques de peinture rouge.

#### **Séparation des canaux en présence de deux bras de rivière**

Cette configuration est illustrée en annexe et elle est mise en œuvre lorsque la rivière se sépare ponctuellement en deux bras à l'embouchure ou lorsqu'il est possible de retravailler légèrement le lit de la rivière (à la main), pour créer ces deux bras. Dans ces conditions, les canaux de pêche et le canal de reproduction sont répartis comme suivant : un bras est identifié comme le canal de reproduction (marques de peinture rouge) et le second bras est aménagé pour réaliser les trois canaux de pêche, jusqu'à la prochaine modification morphologique de la rivière.



## **Article 8. Occupation du domaine public fluvial (DPF)**

### **8.1. Cadre général**

L'occupation du DPF par le bénéficiaire pour les travaux et activités décrits au présent arrêté est soumise à l'obtention préalable d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) délivrée par le service en charge du domaine. L'AOT est accordée pour la durée du présent arrêté, précisée à l'article 17 du présent arrêté, suite au dépôt d'un dossier de demande en bonne et due forme.

L'AOT est délivrée contre paiement d'une redevance annuelle fixée par la direction régionale des finances publiques de la Réunion, sur la base notamment des superficies indiquées au présent article 8 du présent arrêté.

En cas de volonté de modification ultérieure des aménagements autorisés (canaux ou parcs), un dossier de porter à connaissance doit être déposé en préfecture par le bénéficiaire.

### **8.2. Nature de l'occupation – dimensions des aménagements autorisés**

Les aménagements réalisés par le bénéficiaire pour la pratique de la pêche aux bichiques sont :

- des pêcheries à l'embouchure, au nombre de 4, comprenant un canal libre. Sur ces canaux de pêche, des estacades mobiles peuvent être installées et démantelées en fin de session de pêche.

Les dimensions maximales de ces aménagements sont décrites dans les tableaux suivants :

Pêcherie	Type de canal	Longueur (m)	Largeur moy (m)	Surface (m <sup>2</sup> )
C01 – Canal pêche 1	Pêche	60	6	336
C02 - Canal pêche 2	Pêche	60	6	336
C02 - Canal pêche 2	Pêche	60	6	336
C04 - Canal Libre	Libre	170	15 à minima 9	2506
Tous canaux	Superficie totale du canal libre			2 506 m <sup>2</sup>
	Superficie totale des canaux de pêche			1 008 m <sup>2</sup>

### **8.3. Dispositions en cas d'évènement climatique extrême**

Si les canaux de pêche sont détruits à la suite d'un cyclone ou autre évènement climatique extrême (pluies, crues, houle...) qui vienne à modifier le cours d'eau, le bénéficiaire du présent arrêté n'est en aucun cas autorisé à exécuter des travaux pour rétablir la situation initiale avant consultation et accord de l'administration.

Dans un tel cas, un constat sur site de la nouvelle situation est réalisé en présence de la DEAL et des autres services concernés. Il est ensuite statué sur l'éventuelle possibilité de rétablir des aménagements pour la pêche des bichiques et les conditions de réalisation de ceux-ci, en fonction du nouveau contexte local post-évènement.

Dans l'attente d'une décision sur les possibilités et modalités de reprise, tous travaux et activités de pêche aux bichiques sont interdits.

## **Article 9. Mesures d'évitement et de réduction des incidences en phase travaux**

### **9.1. Mesures générales de réduction des impacts pour les travaux réalisés dans le lit mineur**

Les travaux et interventions autorisés décrits à l'article 7 du présent arrêté ne doivent pas créer d'érosion progressive ou régressive ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval ni accroître les risques de débordement.

Les interventions sont exclusivement réalisées à la main ou à l'aide de petit outillage manuel (pelles, pioches...) et respectent l'ensemble des engagements pris au dossier.

Les mesures suivantes s'appliquent systématiquement :

- Les matériaux extraits sont régaliés sur place afin de ne pas générer de surélévation ou d'abaissement de la cote du terrain naturel de plus de 1 mètre ;
- Les opérations générant des matières en suspension (MES) sont stoppées dès qu'un panache apparaît dans le milieu naturel à une distance supérieure ou égale à 5 m de la zone des travaux. Les travaux peuvent redémarrer dès lors que ce panache a disparu ou reste limité à la zone proche des travaux (inférieur à 5 m de la zone de chantier) ;
- L'ensemble des matériaux mobilisés restent sur place. Aucun matériau ne peut être évacué à l'extérieur du site, ni donné, ni vendu ;
- Tous les déchets (plastiques, ferrailles...) présents sur le site des travaux sont retirés lors des interventions et évacués vers les filières adaptées.
- Tout rejet d'hydrocarbures ou de liquide toxiques dans la rivière est interdit.

Le pétitionnaire signale sans délai tout incident au service police de l'eau ([policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr](mailto:policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr)), en précisant quelles mesures ont été mises en œuvre pour pallier l'incident.

## **9.2. Sécurité**

Le bénéficiaire est tenu de surveiller les conditions météorologiques et les risques de crues, afin d'interdire l'accès au lit de la rivière en cas de risque. Notamment, le pétitionnaire se tient informé, auprès des services de Météo France, des risques de fortes pluies sur le secteur du cirque de Salazie et de la rivière du Mât.

En cas de risques de fortes pluies, le pétitionnaire fait immédiatement arrêter les travaux et évacuer les personnes présentes dans le lit de la rivière. L'engin de chantier est également évacué ou mis en sécurité sur des terrasses alluviales hors d'eau.

## **Article 10. Mesures de réduction d'impact en phase d'exploitation**

### **10.1. Canal libre ou « canal de reproduction »**

Le bénéficiaire s'assure en permanence de la conformité de ses aménagements avec la réglementation spécifique, en particulier ses dispositions relatives au canal libre ou « canal de reproduction ». Les éventuelles évolutions de la réglementation spécifique s'appliquent immédiatement dès leur adoption.

**Le canal libre de chaque pêcherie respecte les points suivants :**

- le canal libre est alimenté en eau et connecté à l'océan en priorité ;
- quelles que soient les circonstances, le canal libre a un débit supérieur ou égal à celui de chaque canal de pêche. Dans le cas présent, son débit est donc au minimum de 1/4 du débit entrant dans la zone de pêche, lorsqu'il y a 3 canaux de pêche utilisés ;
- sur chaque pêcherie, le canal libre est choisi et défini de façon à être, à l'étiage, le dernier canal en eau avant un éventuel assec. En aucun cas un canal de pêche ne peut être alimenté en eau si le canal libre n'est pas préalablement alimenté en eau et connecté à l'océan ;
- le canal libre et les canaux de pêche respectent le schéma de principe indiqué en annexe 4 du présent arrêté ;
- le canal libre est strictement interdit de pêche, quelles que soient les espèces ciblées, le mode de pêche, ou le type de pêcheur. Il est créé et entretenu par le bénéficiaire en parallèle des canaux de pêche ;
- l'embouchure du canal libre pourra être commune ou séparée de celle des canaux de pêche. Son embouchure doit être située à moins de 50 mètres de l'embouchure des canaux de pêche, afin de permettre la surveillance de ce canal libre de pêche par le bénéficiaire.
- avant toute action de pêche, le canal libre est identifié à ses extrémités amont et à aval par des taches de couleur rouge apposées par le bénéficiaire sur des galets de taille suffisante pour résister à une crue de faible ampleur.

En cas de non-conformité du canal libre constatée sur le terrain, l'administration peut désigner un autre canal comme étant le canal libre si celui proposé ne correspond pas aux critères exigés. Dans

ce cas, la pêche est interrompue et le nouveau canal libre est mis en service immédiatement. La pêche ne peut reprendre, dans les autres canaux, qu'une fois la mise en conformité de la situation effective.

Le bénéficiaire prévient le service police de l'eau dès qu'il constate la moindre dégradation du canal libre (pêche, empoisonnement, mise à sec...). La pêche est alors interrompue jusqu'au rétablissement d'une situation conforme.

## **10.2. Débit minimum biologique - Cas des très faibles débits à l'étiage**

### **Débit minimum biologique :**

Lorsque la largeur mouillée du canal libre d'une pêcherie devient inférieure à 1,60 m (ou « 2 vouves d'eau ») le débit est considéré insuffisant pour la pêche et la priorité est donnée à la reproduction. Le canal libre reste alors le seul canal en eau et la pêche et l'alimentation des autres canaux est interdite sur la pêcherie concernée.

Dans ce type de situation, les pêcheurs peuvent mettre en œuvre des mesures de solidarité.

## **10.3. Interdiction d'accès au DPF aux véhicules motorisés**

L'accès au DPF est interdit à tout type de véhicule motorisé (notamment voitures, motos, quads...). En aucun cas les véhicules motorisés des pêcheurs ne sont autorisés à traverser à gué un bras de rivière. L'accès aux sites de pêche est autorisé uniquement à pied et par les pistes existantes, en toute situation, y compris pour la collecte des prises.

## **Article 11. Mesures de suivi**

En dehors des suivis et déclarations des quantités pêchées prévus par la réglementation spécifique, le pétitionnaire met en place un suivi de son activité concernant les aspects suivants :

### **11.1. Suivi des conditions hydrauliques**

En début de saison d'ouverture de la pêche, un contrôle contradictoire est réalisé au niveau des répartiteurs amont, gérés par le bénéficiaire, en présence de représentants des associations voisines située sur le bras central (notamment la FPTBRM) afin de vérifier la répartition correcte des débits jusqu'à l'embouchure, selon le schéma précisé à l'annexe 2 de l'arrêté du 23 janvier 2024 susvisé) :

- 3/5<sup>e</sup> du débit transitant à l'amont immédiat du répartiteur « R01 - Grande-Tête » est attribué aux canaux situés côté Bras-Panon, dont le bras central,
- 1/3 du débit transitant à l'amont immédiat du répartiteur « R03 – Grande tête Saint-Benoît » est réservé au bras central, soit 1/5<sup>e</sup> du débit total de la Rivière du Mât.

Au début de chaque période de pêche, la répartition des débits entre les canaux de pêche et le canal libre de chaque pêcherie est réévaluée. L'ajustement est réalisé de préférence à la main, sans utilisation d'outil. À défaut, une information ponctuelle de travaux est à adresser au service de police de l'eau conformément à l'article 8 du présent arrêté.

Les huit répartiteurs de débits (R01, R02, R03, R04 + les répartitions amont des pêcheries C01, C02, C03 et C04) sont contrôlés a minima une fois par semaine par le bénéficiaire, afin de vérifier la conformité des canaux et le maintien d'une répartition équitable des débits. La répartition équitable de ces débits peut également être contrôlée de manière contradictoire à la demande d'un ou plusieurs membres de l'APPE-RDM, au niveau du répartiteur « R03 – Grande tête Saint-Benoît » ou du répartiteur « R01 - Grande-Tête ».

Le service en charge de la police de l'eau est informé de chacune de ces visites contradictoires, à laquelle assistent au minimum deux membres de chacune des associations concernées.

### **11.2. Suivi des canaux au niveau des pêcheries**

Avant chaque début de saison de pêche, la position des canaux est communiquée au service en charge de la police de l'eau.

Au minimum 15 jours avant le démarrage de la saison, et avant toute opération de pêche, le bénéficiaire doit transmettre au service police de l'eau (policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr), les informations suivantes :



- confirmer quels biefs sont mis en eau ;
- préciser un plan d'organisation et de disposition des canaux de pêche ainsi que du canal libre de chaque pêcherie (emplacement du canal libre par rapport aux canaux de pêche, pour s'assurer de la conformité du canal libre choisi) pour ce faire : un schéma de principe étayé de photographies prises sur site avant chaque début de saison de pêche ou avant chaque modification de la destination des canaux.

S'il n'y a aucune modification par rapport à la dernière transmission, cela doit également être confirmé en début de saison.

Toute modification ultérieure de cet état initial en cours de saison doit faire l'objet d'une information préalable du service police de l'eau.

En cas de contrôle, les aménagements constatés sur le terrain doivent correspondre aux informations transmises. À tout moment, les services de contrôle doivent disposer des informations à jour sur les aménagements du bénéficiaire.

## **Article 12. Mesures de compensation**

En compensation de l'impact sur le milieu aquatique des aménagements du cours d'eau et des activités de pêche, le bénéficiaire réalise chaque année une opération d'évacuation des déchets présents sur le site, y compris les déchets qui ne relèvent pas directement de son activité.

Cette action peut être menée dans le cadre d'une opération de sensibilisation à l'environnement et à la préservation de la rivière à destination d'écoliers ou du grand public.

L'opération fait l'objet d'une information du service de police de l'eau 15 jours avant et d'un rapport d'exécution succinct transmis au service en charge de la police de l'eau au plus tard 15 jours après.

## **TITRE III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article 13. Conformité au dossier initial et modifications**

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets de la présente autorisation environnementale sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale, à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement.

### **Article 14. Information des services de l'État**

Le service police de l'eau est tenu informé du calendrier d'exécution des opérations, notamment de la date de démarrage de tous travaux ou interventions sur les aménagements du bénéficiaire.

Elle est également conviée à une visite technique des ouvrages pour vérifier leur conformité au dossier, avant la réception du chantier. À l'issue des travaux, un plan de récolement des travaux assorti de photographies des aménagements est adressé au service police de l'eau.

Le bénéficiaire transmet au service de police de l'eau toutes les informations relatives à l'évolution des travaux et des aménagements, notamment tout incident ou accident sur le chantier ou durant l'exploitation, pouvant entraver à l'application code de l'environnement (eau et milieux aquatiques), toutes difficultés rencontrées pour le respect des prescriptions du présent arrêté ainsi que toutes modifications en rapport avec le projet initialement autorisé.

L'ensemble des éléments à transmettre au service de l'État en charge de la Police de l'eau est envoyé à minima par voie électronique à [policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr](mailto:policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr), en précisant en objet le numéro de dossier associé (n°2022-66), ainsi que le numéro du présent arrêté.

### **Article 15. Dépôt légal des données de biodiversité**

Toutes les données d'observations naturalistes produites sont versées sur le site internet du dépôt légal de biodiversité (<https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>).

### **Article 16. Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Le non-respect de la réglementation spécifique à la pêche des bichiques et des dispositions du présent arrêté peut entraîner l'interdiction temporaire ou définitive de la pêche pour les pêcheurs concernés.

Faute pour le bénéficiaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration peut prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire change ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintient pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

### **Article 17. Durée de l'autorisation**

Cette autorisation est valable 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Si cette échéance devait avoir lieu en période d'ouverture de la pêche, telle que prévue par la réglementation spécifique, l'autorisation est automatiquement prolongée jusqu'à la fermeture de la saison de pêche en cours.

### **Article 18. Conditions de renouvellement de l'autorisation**

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement ou la prolongation, doit adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R.181-49 du code de l'environnement.

La demande de prolongation ou de renouvellement de la présente autorisation est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la fin de la durée d'autorisation précisée à l'article 17 du présent arrêté.

### **Article 19. Déclaration des incidents ou accidents**

Le pétitionnaire déclare au préfet, dès qu'il en a connaissance et au plus tard un jour calendaire après l'événement, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage prend ou fait prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

## **Article 20. Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Tous les moyens classiques d'intervention sont mis en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les interventions d'urgence sont réalisées par les services d'incendie et de secours, joignables au numéro de téléphone suivant : 18.

## **Article 21. Cessation et remise en état des lieux**

Si à l'échéance de la présente autorisation, le bénéficiaire décide de ne pas en demander le renouvellement, ou s'il venait à abandonner son projet avant la fin de durée de la présente autorisation, une remise en état totale des lieux (intégrant l'enlèvement des corps morts notamment) est réalisée par le bénéficiaire, selon un programme de travaux qui est validé au préalable par le service en charge de police de l'eau.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L.181-23 du code de l'environnement pour les autorisations.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L.181-3 du code de l'environnement pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

## **Article 22. Accès aux installations et exercice des missions de police**

Les agents en charge de missions de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport permettant d'accéder au lieu nécessaire au contrôle.

## **Article 23. Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 24. Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 25. Publication et information des tiers**

Une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée par le public (communes de Saint-André et de de Bras-Panon). Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est



soumise, est également affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.


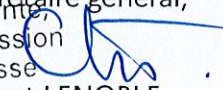
L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement, en l'occurrence : communes de Saint-André et de de Bras-Panon.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 26. Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de La Réunion, le sous-préfet de Saint-Benoît, le maire de la commune de Saint-André, le maire de la commune de Bras-Panon, le directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement de La Réunion, le directeur de la mer sud océan Indien, le directeur régional des finances publiques, le général commandant de la gendarmerie et le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Denis, le 10 JUL 2024

 Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
la Secrétaire générale adjointe,  
sous-préfète, chargée de mission  
cohésion sociale et jeunesse  
  
Laurent LENOBLE

Christine TORRES

**Voies et délais de recours :** Le présent acte peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification :

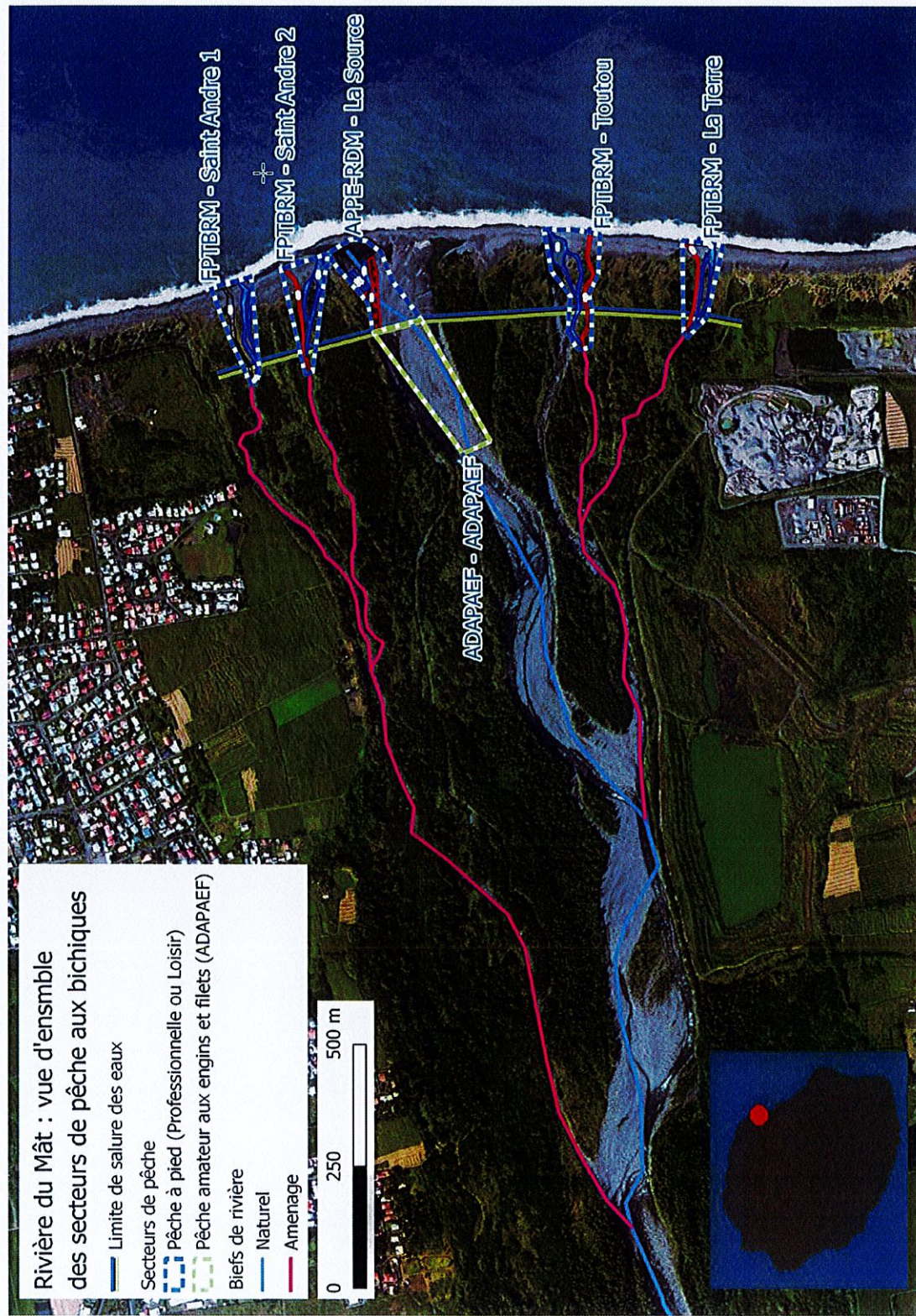
- par recours gracieux auprès du Préfet ou par recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être déférée au tribunal administratif dans les deux mois.
- par recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté, conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible à partir du site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).



## Annexe 1 : Plan général des zones aménagées





APPE-RDM : vue du secteur de pêche sur fond d'image 2022

— Limite de salure des eaux

**Canaux de pêche**

Canal libre

Canal de pêche professionnelle

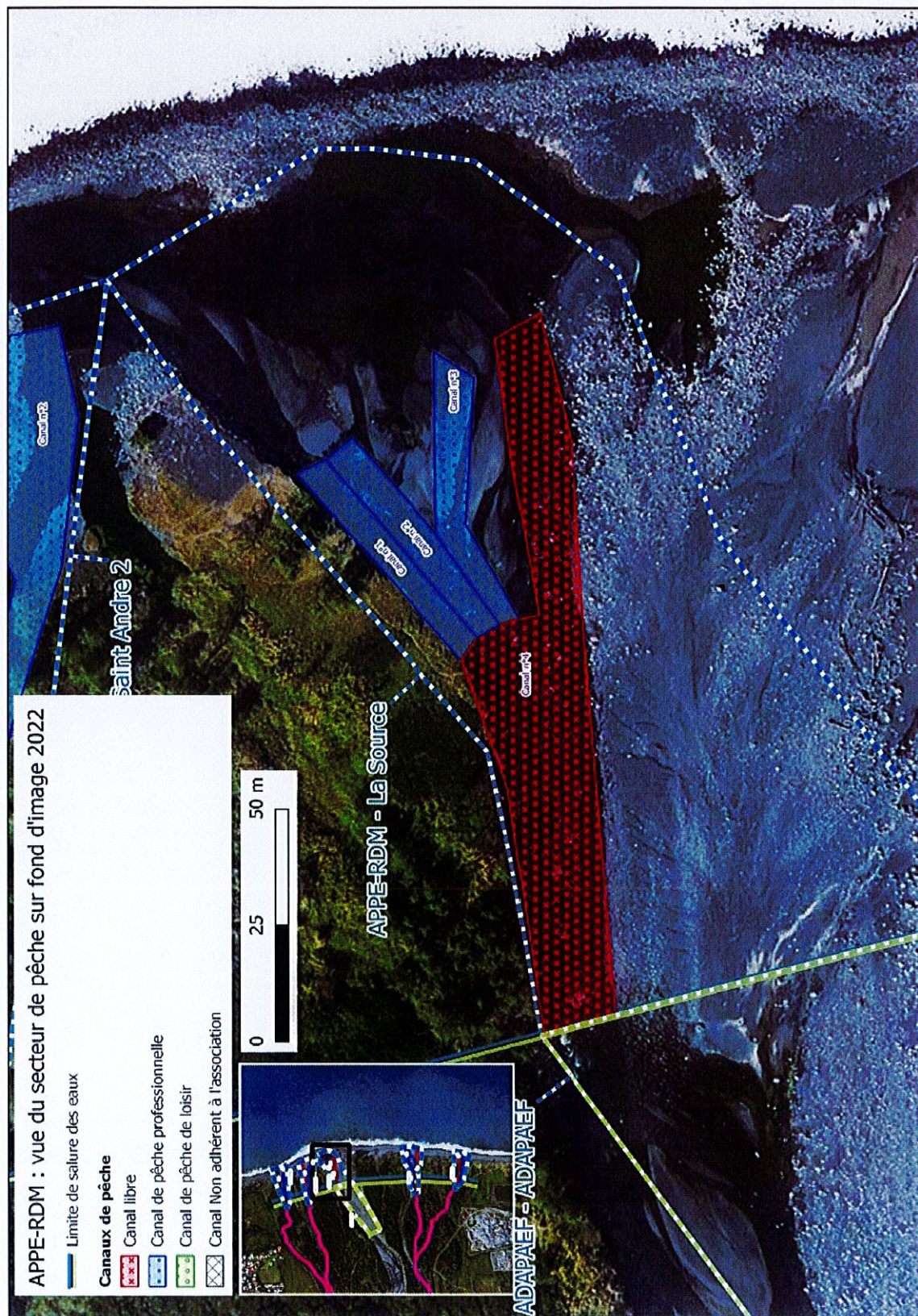
Canal de pêche de loisir

Canal Non adhérent à l'association



APPE-RDM - La Source

ADAPAEF - ADAPAEF





## Annexe 2 : répartition des débits

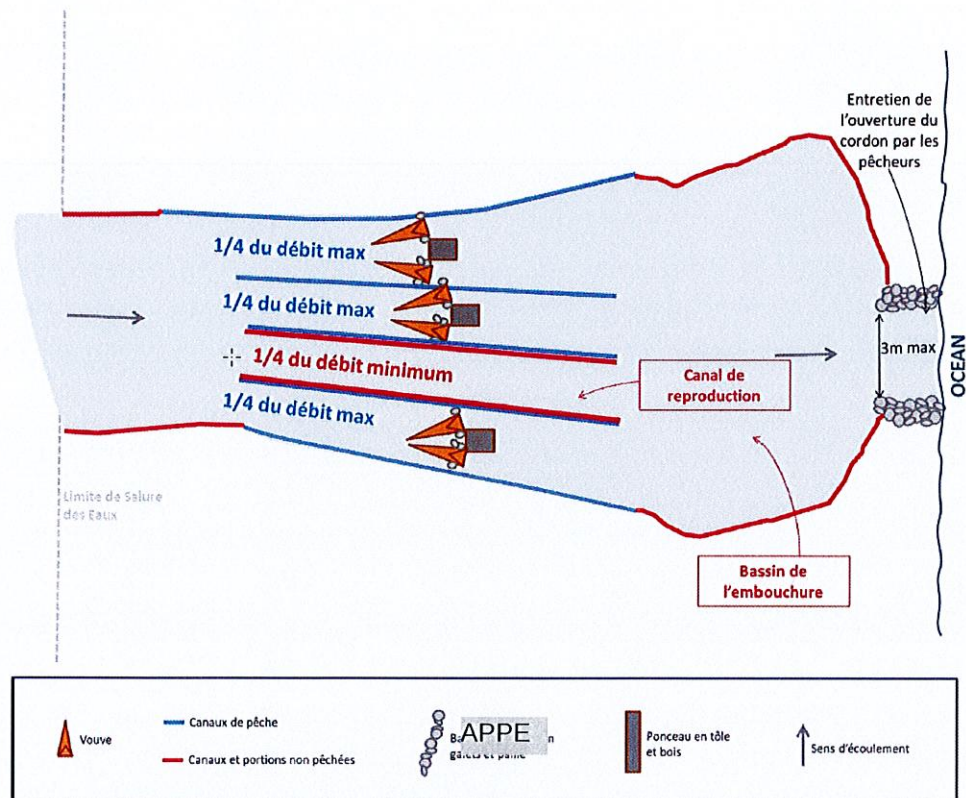


Figure 6 - Vue d'ensemble de l'organisation de la pêche par l'APPE-RDM – cas du chenal unique.

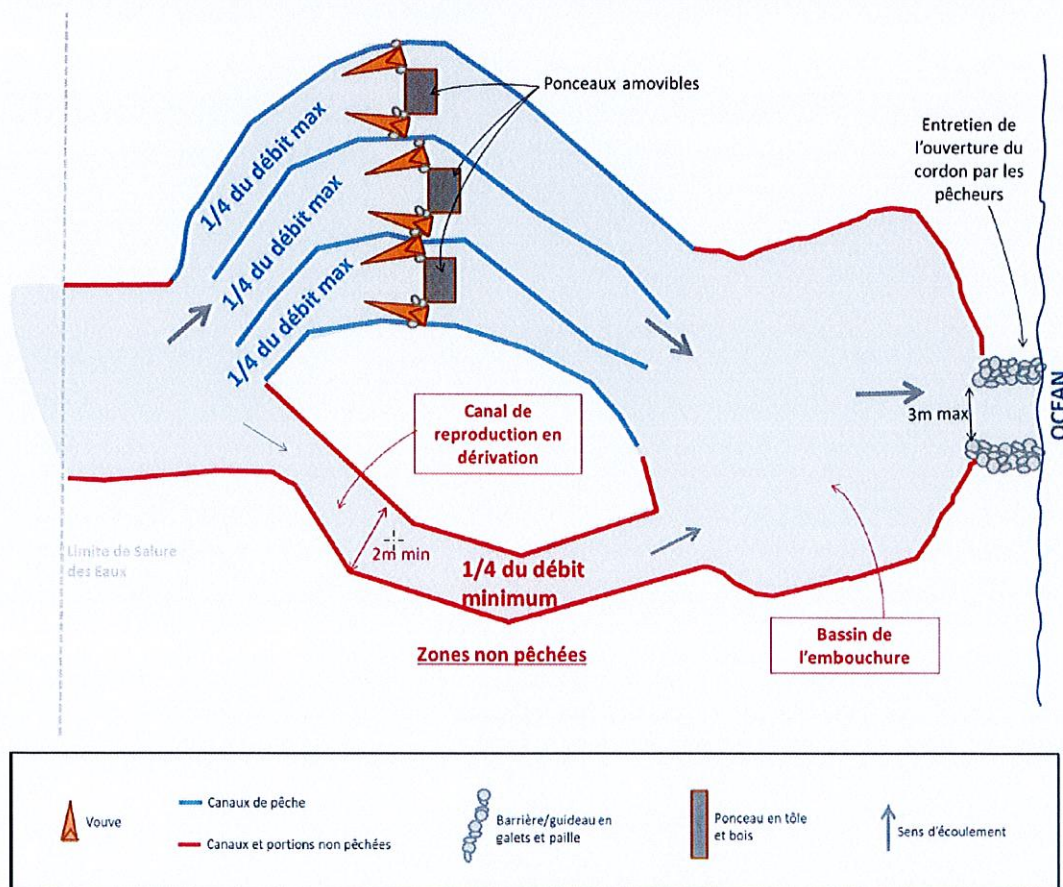


Figure 7 - Vue d'ensemble de l'organisation de la pêche par l'APPE-RDM – exemple d'organisation avec un bras consacré au canal de reproduction et un bras pour les canaux de pêche.



## ENGAGEMENT DU DEMANDEUR

### Charte des bonnes pratiques de la pêche aux bichiques

En déposant mon dossier, je m'engage sur l'honneur à respecter et à faire respecter au sein de mon association les bonnes pratiques suivantes :

☒ **Respecter la réglementation en vigueur, portant notamment sur les périodes d'interdiction de pêche, le maintien d'un canal libre (ou canal de reproduction) en tout temps et la dimension et le nombre de voues ;**

La réglementation de la pêche aux bichiques a pour objectif de maintenir la ressource en bichiques d'une part et de permettre une pêche responsable et durable d'autre part. La respecter est essentielle pour garantir le maintien de la ressource en bichiques et de la pêche.

☒ **Créer et entretenir le canal de reproduction en priorité avant les canaux de pêche, l'identifier et vérifier, avant toute action de pêche, que le canal libre est suffisamment alimenté et exempt de toute activité de pêche et connecté à l'océan ;**

Le maintien d'un canal libre de pêche est un point fort de la réglementation en vigueur, après la période d'interdiction de pêche. Le projet de création et d'entretien des canaux de pêche doit anticiper le placement du canal libre et justifier de son alimentation en priorité des autres canaux lors des périodes de basses eaux.

☒ **Déclarer, sans tricher, les quantités de bichiques capturées ;**

La réglementation sur la pêche a pour objectif de garantir le maintien des stocks de poissons et l'activité de pêche. Les déclarations des pêcheurs sont des données essentielles pour définir l'évolution des stocks de poissons et donc, d'adapter la réglementation à l'état de la ressource et de la pression de pêche de façon à ce que la ressource et son exploitation perdurent dans le temps.

☒ **Ne pas utiliser de plastiques (bâches, big-bags, filets synthétiques...) ou matériaux non naturels pour l'aménagement des canaux ou pour la dérivation de l'eau ;**

Les sacs plastiques sont entraînés en mer à chaque crue. Ils ont un impact néfaste sur l'environnement (présence en mer, risque d'avalancement par les tortues et les cétacés avec étouffement...) et sur la sécurité publique (risque de blocage d'hélice des bateaux). Leur utilisation est donc proscrite tant pour le maintien des pierres que pour l'étanchéité du socle des canaux. Dans ce dernier cadre, l'empaillage en matériaux naturels peut être utilisé.

En certaines conditions, les « ponceaux » ou « portes » peuvent être employées par les pêcheurs, en action de pêche et sous la surveillance des pêcheurs uniquement.

☒ **Ne JAMAIS utiliser de produits chimiques pour pêcher :**

Toute utilisation de produit chimique (javel, Grésyl, ...) tant pour « décoller » le bichique que pour le « réorienter » vers d'autres canaux est proscrite. Ces produits ont un impact sur l'environnement (empoisonnement de nos cours d'eau) et sur la santé publique en cas de consommation.

Vu le 15 / 06 / 2023

Le Président de la FPTBRM

Jacquelin FLEURICOURT





#### Annexe 4 : schéma de principe des aménagements



Figure 9 - Ponceau et voue en action de pêche.

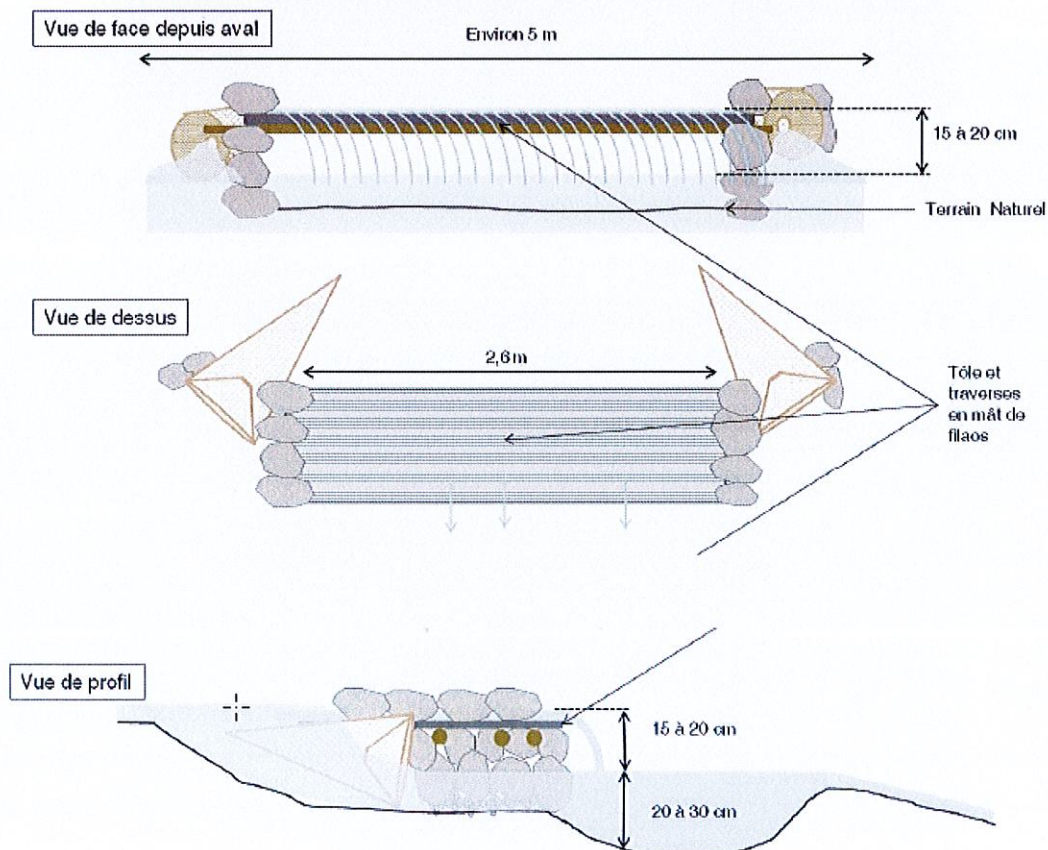


Figure 10 - Vues schématiques du ponceau amovible utilisé par la APPE-RDM.



## Annexe 5 : liste des pêcheurs

Tableau 1 - Liste des pêcheurs de la APPE-RDM, mise à jour 29/01/2024

Prénom, NOM (fonction au sein de l'APPE-RDM)	Statut	Date de naissance	Profession	Adresse (97 440 SAINT ANDRE)	Téléphone
Joseph DAMOUR (président)	Professionnel	30/12/1954	Technicien ITS	920, chemin des Limites, RDM Les Bas	0692 85 85 99
Jean-Jacques CASIMIR (Vice-Président)	Professionnel	16/06/1961	Maçon	N° 933 Chemin 80 RDM Les Bas	0692 72 67 29
Sébastien ETRAYEN (Secrétaire)	Professionnel	09/08/1981	Assistant éducation	682 chemin Agenor	0692 59 23 33
Jean-Marceau MAILLOT (Trésorier)	Professionnel	13/03/1967	Employé communal	16, Lot. Pelvoisin, RDM Les Bas	0693 97 07 88
Jean-François BOYER	Équipier	09/06/1963	Employé communal	35, Lot. Pelvoisin, RDM Les Bas	0692 83 74 19
Jean Philippe PAUSE	Équipier	26/12/1972	Employé communal	21, Lot Pelvoisin RDM Les Bas,	0692 42 63 99
Bruni FLEURICOURT	Équipier	26/12/1962	Ouvrier	1226 chemin Grand Canal RDM Les Bas	0693 62 01 86
Gervais FLEURICOURT	Équipier	29/09/1970	Opérateur Brasserie Bourbon	1224 Chemin Grand Canal RDM Les Bas	0692 88 30 87
Jean-Hugues BEGUE	Équipier	27/04/1960	Sans emploi	29, Lot. Clain RDM Les Bas	0693 77 33 20
Rodolphe ROBERT	Équipier			637 bis chemin des limites, RDM Les Bas	
Jonathan RATENON	Équipier			13 impasse Malbrouck, 97 412 Bras-Panon	
Loïc LESTE	Équipier			5 rue Rouget Rivière des roches 97412 Bras-Panon	
Sully OUPIN	Équipier			7 rue Fanchin 97412 Bras-Panon	